

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité – Fraternité

VILLE de BOOS.

VILLE DE FRANQUEVILLE SAINT PIERRE

METROPOLE ROUEN NORMANDIE
Pôle de Proximité Plateaux Robec

ARRETE N° : PPR /23-40

**TRAVAUX DE RABOTAGE ET APPLICATION D'ENROBES.
TRAVAUX DE MARQUAGE ROUTIER**

RD6014 Route de Paris du Pr 6+750 au Pr 8+850

Entre la RD91 commune de BOOS et la RD95 commune de FRANQUEVILLE SAINT PIERRE

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

VU :

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- La loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'état,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants relatifs à la Police de la circulation et du stationnement et l'article L 5217-3 relatif aux compétences des Métropoles en matière de police de circulation sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations,
- Le Code de la Route, notamment sur les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R.411-1 à R.411-8, R 411, R.411-18, et R 411.25 à R.411-28
- L'article R.610-5 du Code Pénal, relatif aux sanctions encourues en cas de violation des interdictions ou de manquements aux obligations édictées,
- Le Code de la Voirie Routière, notamment l'article R.116-2,
- L'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- L'arrêté du 06 novembre 1992 (la 8^{ème} partie de l'instruction interministérielle), modifié le 31 juillet 2002 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

- L'arrêté de délégation de signature DAJ 97.19 du 30 décembre 2019 autorisant Jean-Luc BURLAND, Directeur du Pôle Plateaux Robec, à signer les actes relevant de la police de circulation et du stationnement sur les routes intercommunales en dehors des agglomérations.
- Le règlement général de voirie métropolitain approuvé le 1^{er} avril 2019,
- L'avis favorable de la DDTM,
- L'avis favorable du Département 27,
- L'avis favorable du Département 76,
- L'avis favorable de la DIRNO,

CONSIDERANT :

- La demande présentée par l'entreprise COLAS FRANCE, 25 rue Général Leclerc, 76690 Notre Dame de Bondeville en date du 03/10/2022,
- La demande présentée par l'entreprise KANGOUROU, 4, rue Marie Jean Antoine de Condorcet, 76300 Sotteville Lès Rouen en date du 03/10/2023,
- Que celle-ci n'est pas incompatible avec la destination du domaine public, l'intégrité des ouvrages et la sécurité des utilisateurs,

Qu'en raison des travaux de raboutage et d'application en enrobés, sur la RD6014, sur les communes de Boos et Franqueville Saint Pierre, réalisés par l'entreprise COLAS FRANCE, 25 rue du Général Leclerc, 76690 Notre Dame de Bondeville pour le compte de la METROPOLE-ROUEN-NORMANDIE, il y a lieu de modifier momentanément la circulation pour assurer la sécurité des agents de travaux et des usagers de cette voie,

Qu'en raison des travaux de marquage routier, sur la RD6014, sur les communes de Boos et Franqueville Saint Pierre réalisés par l'entreprise KANGOUROU, 4, rue Marie Jean Antoine de Condorcet, 76300 Sotteville Lès Rouen pour le compte de la METROPOLE-ROUEN-NORMANDIE, il y a lieu de modifier momentanément la circulation pour assurer la sécurité des agents de travaux et des usagers de cette voie,

ARRETE DE CIRCULATION

ARTICLE 1^{er} – REGLEMENTATION

2 nuits dans la période du lundi 24 avril 2023 au vendredi 28 avril 2023 entre 21h15 et 6h00.

- La RD6014 sera barrée de 21h15 à 6h00 le temps des travaux et sera interdite à toute circulation exceptée aux véhicules affectés au chantier, entre le carrefour de la RD91 commune de Boos et le giratoire de la RD95 commune de Franqueville saint Pierre pour la réalisation des travaux d'enrobés et de marquage pour la phase 1 et phase 2 du projet.
- La circulation des Poids Lourds supérieur à 3.5 tonnes sera déviée par la RD151 (Gestionnaire Dép.27) - RD53- RD13 (Gestionnaire Dép. 76) - RN31 (gestionnaire DIRNO) - et RD6014 dans les deux sens de circulation.
- Des panneaux d'information seront posés par l'entreprise sur la RD6014 commune de Bourg Beaudoin (Dép. 27), sur la RD6015 et RD7 commune des Authieux sur le Port Saint Ouen et les PMV de la Métropole.
- La circulation des véhicules légers sera déviée par la RD91 et RD95 dans les deux sens de circulation.

- Le stationnement sera interdit et qualifié de gênant. Il sera strictement réservé aux engins et véhicules de chantier,
- L'accès aux propriétés riveraines sera, dans la mesure du possible, maintenu tout au long de cette opération, ainsi que pour les véhicules d'urgence.

ARTICLE 2 – SIGNALISATION

La signalisation de chantier pour les travaux sera mise en place et maintenue par l'entreprise COLAS et KANGOUROU,

Dans le cas de stationnement interdit et qualifié de gênant, les panneaux d'interdiction de stationner seront positionnés 48 heures à l'avance.

L'intervenant est dans l'obligation de poser l'ensemble des panneaux de signalisation conformément à la réglementation en vigueur et peut se référer au manuel de chantier en voirie urbaine (CERTU).

L'intervenant est tenu de pouvoir fournir au gestionnaire de la voirie la date et l'heure de la pose et de la dépose des panneaux de signalisation mis en place, du masquage et du démasquage de la signalisation existante.

Le masquage et le démasquage des panneaux sont pris en charge par l'entreprise suivant l'avancement des travaux pour permettre une signalisation cohérente avec les mesures prises dans cet arrêté.

ARTICLE 3 – SECURITE

Si la nature des travaux empêche la circulation des véhicules de collecte de déchets ménagers dans une voie, l'entreprise doit organiser et faire réaliser le regroupement des bacs à l'extrémité des voies non praticables sur un point accessible aux véhicules de collecte, en coordination avec les services gestionnaires concernés.

ARTICLE 4 – SANCTIONS

La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent arrêté seront punis des amendes prévues à ces effets.

En cas de non-respect du présent arrêté, les usagers de la route en infraction peuvent être verbalisés en vertu des articles R.610-5 du Code Pénal et R.116-2 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 5 – REGLEMENTATION ANNEXE

Le présent arrêté ne prendra effet qu'à partir de sa notification au demandeur.

Le présent arrêté ne dispense par l'entreprise ou le concessionnaire d'obtenir les autorisations réglementaires de l'administration gestionnaire du domaine public.

L'accès aux immeubles riverains ainsi qu'aux réseaux existants, la desserte du chantier et les livraisons doivent toujours être assurés de jour comme de nuit, sauf réglementation particulière reprise ci-dessus.

L'arrêté signé et ses prorogations éventuelles doivent être affichés de façon visible au public sur le chantier pendant les travaux.

Toute demande de prolongation du présent arrêté devra parvenir à la Métropole Rouen Normandie (auto.voirie-pppr@metropole-rouen-normandie.fr) :

☞ Si la durée initiale du chantier est supérieure à deux semaines, cinq (5) jours ouvrables au-moins avant la date prévue de fin de travaux

☞ Si la durée initiale du chantier est inférieure à deux semaines, deux (2) jours ouvrables au-moins avant la date prévue de fin de travaux

En cas de non-respect de l'article 2, les travaux seront suspendus par les services compétents de la Métropole Rouen Normandie.

Tous dommages occasionnés à la voie publique ou sur le mobilier urbain restent entièrement à la charge de l'intervenant.

ARTICLE 6 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de ROUEN peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois décomptés depuis la date de sa notification et/ou publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant le Président de la Métropole Rouen Normandie, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir :

- À compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Métropole Rouen Normandie pendant ce délai.

ARTICLE 7 – AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Monsieur le Maire de Boos,
- Monsieur le Maire de Franqueville Saint Pierre.
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de Seine-Maritime,
- Monsieur le Président du Département de la Seine Maritime,
- Monsieur le Président du Département de l'Eure,
- Monsieur le Directeur de la DIRNO / District de Rouen,
- Monsieur le Directeur du SAMU,
- La Direction des Déchets de la Métropole Rouen Normandie,
- La Direction des Transports de la Métropole Rouen Normandie.

ARTICLE 8 – EXECUTION

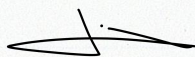
- L'entreprise COLAS FRANCE (bruno.barberot@colas.com) (rouen@colas.com)
- L'entreprise KANGOUROU (d.jouette@kangourou.eu)
- Monsieur le commandant de la Brigade de Gendarmerie de BOOS,
- Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de la Seine-Maritime,
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Directeur du SAMU,
- Monsieur le Directeur des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Commandant du Corps des Sapeurs-Pompiers de Rouen,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ROUEN, le

07/04/2023

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Territorial du Pôle Plateaux Robec



M. BURLAND Jean-Luc

Le Maire,

M GRISEL Bruno,

Ville de BOOS.



Le Maire,

M GUILBERT Bruno,

Ville de FRANQUEVILLE SAINT PIERRE.

Signé par : BRUNO GUILBERT
Date : 03/04/2023
Qualité : Maire et Président de Franqueville St Pierre

